



Déclaration préalable UNSA Éducation

CHSCT-D du 24 novembre 2022

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs les membres du CHSCT départemental,

Le 12 mai 2022, le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail d'Eure et Loir se rendait dans le collège Anatole France de Châteaudun. Nous y avons rencontré une équipe éducative motivée, ambitieuse, engagée dans la réussite de ses élèves et attachée à leur établissement scolaire, l'un des plus défavorisé du département. Pourtant, les problèmes d'ordre bâtementaire ne manquent pas comme l'évoque le compte rendu de cette visite : problème thermiques, présence d'amiante.... Et ce depuis de nombreuses années voir « *dès l'origine* » pour reprendre les termes d'un personnel de l'établissement.

Dès l'entrée dans le collège, se dégage un sentiment de relégation à l'image de ces murs noircis. Difficile de comprendre comment le Conseil départemental, propriétaire des murs a pu laisser se dégrader cette situation depuis si longtemps.... Les collègues avaient alors témoigné du manque de dialogue avec la collectivité. Certains nous ont aussi fait part du manque de soutien de leur Institution.

Le 31 août 2022, l'avenir du collège est scellé dans la presse par le Président du Conseil départemental : l'établissement sera rasé. Les personnels comme l'administration de l'Éducation national sont mis devant le fait accompli.

Mesdames et Messieurs, vous l'admettez, en matière de concertation et de co-construction de l'avenir des personnels et des élèves, on a connu mieux.

Si un dialogue entre deux personnes ou entre deux parties peut se renouer facilement, il en va tout autrement de la confiance.

Aujourd'hui, le Conseil départemental ou l'Inspection académique pourraient accumuler les calculs savants, les tableurs Excels, les différents ratios... sur le nombre d'élèves par classe, la capacité d'accueil des différents établissements scolaires.... Il existe des données qui ne sont pas quantifiables et qui relèvent pour l'essentiel de l'humain. Ces personnels, ces parents d'élèves, voir même les élèves sont les véritables experts de leur collège et de cette partie de la ville de Châteaudun. Ils en connaissent mieux que quiconque les équilibres, les relations, le vivre-ensemble. Leur parole est donc capitale.

L'écoute, le dialogue, dans la vie professionnelle comme ailleurs, sont essentiels, en particulier si l'on souhaite procéder à des transformations, des aménagements qui impactent les conditions de travail.

Au mois de mars 2022, des personnels de l'Inspection académique d'Eure-et-Loir ont ainsi fait remonter une dizaine de fiches RSST relatives à une réorganisation de leur espace de travail, je cite « *sans concertation préalable* » et en déplorant un manque de considération. Nature du risque encouru : charge nerveuse, risques psychosociaux voire burn-out.

Le 13 octobre 2022, nous avons rencontrés les collègues du Service départemental à la jeunesse, à l'engagement et au sport où nous avons évoqué l'intégration en 2021 de la Jeunesse et des sports au sein de l'Éducation nationale. Il nous a été fait part, je cite, encore, d'« *un transfert qui s'est déroulé dans de mauvaises conditions* » en déplorant une absence de réunions au préalable et un personnel livré à lui-même. Je vous laisse imaginer la souffrance au travail qui a pu en découler.

Ce manque de dialogue, de concertation, de considération de la part de notre Institution, nous, représentant des personnels l'entendons chaque jour de la part de nos collègues. Il ne s'agit pas de pointer qui que ce soit mais davantage de dénoncer un *modus operandi* qui semble s'installer. Bien sûr, on peut opposer des arguments aux reproches qui sont fait à notre Institution, mais dans un contexte aigu de crise des vocations et de problème d'attractivité de nos métiers, l'Éducation nationale ne pourra pas faire l'économie d'une réflexion sur les conditions de travail de ses personnels.

Merci de votre attention.